

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

## Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

### Place du Portage , Phase III

## Core 0B2 / Noyau 0B2

**Gatineau, Québec K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

## National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

### Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Training and Specialized Services Division/Division de la formation et des services spécialisés

Terrasses de la Chaudière 5th Floo

Terrasses de la Chaudière 5e étage

10 Wellington Street,

10, rue Wellington,

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Formation de tir et de conduite	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6399-18KA78/B	<b>Date</b> 2018-12-03
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6399-18KA78	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$ZH-160-34273
<b>File No. - N° de dossier</b> 160zh.W6399-18KA78	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2018-12-27</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Paquin, Claudine	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 160zh
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613)858-9042 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 101 COLONEL BY DR. See Herein OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	5
1.4 COMPTE RENDU.....	5
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>6</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	6
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....	6
2.5 LOIS APPLICABLES .....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	8
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>12</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	13
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>22</b>
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES.....</b>	<b>23</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	23
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>24</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>24</b>
7.1 OFFRE.....	24
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	24
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	24
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	25
7.5 RESPONSABLES.....	26
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	27
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	27
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES .....	27
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	28
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	28
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE.....	28
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	29
7.13 FOREIGN NATIONALS.....	29
7.14 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	29
7.15 LOIS APPLICABLES .....	29
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>31</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	31
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	31
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	31
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	31

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6399-18KA78/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6399-18KA78

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID

160zh

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

7.5	PAIEMENT .....	31
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	32
7.7	ASSURANCE .....	33
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	33
<b>ANNEXE "A" .....</b>		<b>34</b>
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	34
<b>ANNEXE "B" .....</b>		<b>47</b>
	BASE DE PAIEMENT .....	47
<b>ANNEXE "C" .....</b>		<b>52</b>
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	52
<b>ANNEXE "D" .....</b>		<b>53</b>
	ENTENTE DE NON-DIVULGATION .....	53

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W6399-18KA78/A, datée du 17 octobre 2018, dont la date de clôture était le 27 novembre 2018, à 2:00 pm. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;                                    |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :   |
|          | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; et   |
|          | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.  |

Les pièces jointes comprennent le Barème de prix, les Attestations et renseignements supplémentaires et les Critères d'évaluation techniques obligatoires.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et l'Entente de non-divulgence.

### **1.2 Sommaire**

Le Ministère de la Défense nationale (MDN) a un besoin opérationnel de formation au tir et à la conduite à un niveau tactique avancé pour développer et maintenir ses compétences uniques. Les membres des Forces armées canadiennes (FAC) sont tenus de manipuler plusieurs plateformes d'armes différentes, d'utiliser divers types de véhicules et de s'entraîner au combat et aux exercices de protection selon les normes les plus élevées possible. En raison du mandat opérationnel du MDN, on a déterminé deux (2) emplacements pour répondre aux besoins opérationnels et de formation de MDN.

Jusqu'à deux (2) offres à commandes peuvent être émises subséquent à cette demande d'offre à commandes; une (1) offre à commande par emplacement. Les emplacements sont comme suit :

**Emplacement 1 :** Les installations de l'entrepreneur doivent :

- a. Être à moins de trois (3) heures de vol d'Ottawa, Ontario, Canada (d'après les temps de vol des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 miles) en voiture de l'aéroport;
- b. Être situées dans le fuseau horaire de l'heure avancée de l'Est.

Cet emplacement (1) doit être en mesure de rencontrer tous les besoins identifiés dans l'Énoncé de travaux, à l'exception du site d'entraînement en espace restreint décrit au paragraphe 3.2.10 de l'Énoncé des travaux.

**Emplacement 2 :** Les installations de l'entrepreneur doivent :

- a. Être à moins de six (6) heures de vol d'Ottawa, Ontario, Canada (d'après les temps de vol des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 miles) en voiture de l'aéroport; et
- b. Être situées soit dans le fuseau horaire de l'heure avancée de l'Est ou dans le fuseau horaire de l'heure avancée du Centre;

Cet emplacement (2) doit rencontrer tous les besoins identifiés dans l'Énoncé de travaux.

La période de l'Offre à commandes (OC) sera d'une durée de trois (3) ans ferme à partir de la date d'émission de l'OC avec l'option de prolonger cette période par deux (2) périodes supplémentaires d'un an chacune.

### **1.2.2 Accords commerciaux**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

### **1.2.3 Ententes sur les revendications territoriales globales**

L'offre ou les offres à commandes subséquentes à cette demande de propositions ne vise pas la livraison de services dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec et du Labrador. Toute demande de livraison de services dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec, ou du Labrador devra faire l'objet d'un approvisionnement distinct ne faisant pas partie de cette demande de propositions.

### **1.2.4 Connection postal**

La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la Partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la Partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

### **1.2.5 Programme de contrats fédéraux**

Une exigence du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7A - Offre à commandes et la partie 7B - Clauses du contrat subséquent.

---

### 1.3 Exigences relatives à la sécurité

Le besoin associé à cette offre à commandes comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organisations, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

### 1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

### **2.2 Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée dans la pièce jointe 2 à la partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires avant l'attribution de l'offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis avant que l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### **2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans

ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.



## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 3.1 Instructions pour la préparation des offres

L'offrant peut faire une offre sur l'emplacement 1 et/ou l'emplacement 2. Le Canada demande à l'offrant d'identifier clairement dans les premières pages de son offre sur quel(s) emplacement(s) il fait une offre.

Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2006 incorporées par référence. Les offrants doivent soumettre leur offre dans une transmission unique. Le service Connexion postal a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission, jusqu'à un maximum de 1 Go par document. Les documents doivent être identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique (3 exemplaires papier et 1 copie électronique sur clé USB)

Section II : Offre financière (1 exemplaire papier et 1 copie électronique sur clé USB)

Section III : Attestations et renseignements supplémentaires (1 exemplaire papier)

Cette demande d'offres à commandes utilise la technologie Format de document portable (PDF). Pour accéder aux formulaires PDF, les offrants doivent avoir un lecteur PDF installé. Si les offrants n'ont pas déjà un tel lecteur, il existe de nombreux lecteurs PDF disponibles sur l'Internet. Il est recommandé d'utiliser la plus récente version du lecteur PDF afin de bénéficier de toutes les fonctionnalités des formulaires interactifs.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

---

## **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la DOC et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les offrants devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

L'offre technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la DOC. Afin de faciliter l'évaluation de l'offre, le Canada demande que les offrants reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les offrants peuvent faire référence à différentes sections de leur offre en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Les offrants doivent présenter leur offre technique en conformité avec la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Critères d'évaluation techniques obligatoires.

La Partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

## **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en dollars américains (USD) et en conformité avec le Barème de prix détaillé dans la Pièce jointe 1 à la Partie 3 – Barème de prix.

Les offrants doivent présenter leurs taux excluant les taxes applicables.

### **3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, complétez la Pièce jointe 2 de la Partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si les champs du formulaire de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, Attestations et renseignements supplémentaires, n'ont pas été complétés, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

## **Section III: Attestations et Renseignements supplémentaires**

Dans la section III de leur soumission, les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5 ainsi que les renseignements supplémentaires.

- a) Les offrants devraient compléter les attestations et fournir les renseignements supplémentaires en utilisant le formulaire PDF à remplir à la Pièce jointe 2 de la Partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires;
- b) Les offrants devraient remplir le formulaire interactif en entier avant de l'imprimer. Les offrants doivent noter que le fait de simplement imprimer le formulaire avant de le remplir à l'écran pourrait entraîner l'omission de certains champs qui apparaissent au moment de remplir le formulaire électroniquement, ce qui entraînera des attestations incomplètes; et
- c) Le formulaire devrait être signé.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W6399-18KA78/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W6399-18KA78

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID  
160zh  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

### **PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3**

#### **BARÈME DE PRIX**

L'offrant doit compléter le barème de prix et joindre celui-ci à son offre financière une fois complétée.

Si l'offrant ajoute toute condition ou tout changement au barème de prix, l'offre financière de l'offrant sera déclarée non recevable.

Voir le formulaire Microsoft Excel à remplir, Pièce jointe 1 de la Partie 3 – Barème de prix.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6399-18KA78/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6399-18KA78

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID

160zh

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 3**

### **ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Voir le formulaire PDF à remplir, Pièce jointe 2 de la Partie 3 – Attestations et renseignements supplémentaires.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

##### **4.1.1.1 Expérience de la coentreprise**

- a) Lorsque l'offrant est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un offrant est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que l'offrant possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), l'offrant a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

- b) Une coentreprise qui présente une offre peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un offrant est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que l'offrant ait trois (3) ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que l'offrant ait deux (2) ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois (3) ans de la prestation de services de maintenance, l'offrant ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois (3) ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- c) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre ensemble leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, l'offrant doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si l'offrant n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, le responsable de l'offre à commandes lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si l'offrant ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par le responsable de l'offre à commande, son offre sera déclarée non recevable.

Exemple : Un offrant est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que l'offrant ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, l'offrant peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par B; ou
- les contrats signés par A et B en coentreprise; ou

- les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise; ou
- les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- d) Tout offrant ayant des questions sur la façon dont la soumission d'une coentreprise sera évaluée devrait poser ces questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible pendant la période de soumission.

#### **4.1.1.2 Critères techniques obligatoires**

Voir la Pièce jointe 1 de la Partie 4.

#### **4.1.1.3 Visite d'évaluation des installations**

Le Canada pourrait visiter les installations proposées dans l'offre évaluée la plus basse et recevable au plan technique pour chaque emplacement afin de confirmer qu'elle est telle que décrite dans l'offre et qu'elle satisfait aux exigences techniques décrites dans la demande d'offre à commande.

Le responsable de l'offre à commandes allouera à l'offrant un préavis d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la visite des lieux pour effectuer la validation. Le Canada visitera ensuite les installations et effectuera la validation. Toutes les ressources proposées dans l'offre technique doivent être présentes lors de la visite. La visite de validation sera achevée dans un délai de deux (2) jours ouvrables. Le Canada assumera les frais associés à la validation de la visite des lieux.

L'offrant accorde au Canada, aux fins de la validation, le droit d'accéder à toutes les installations et à tous les lieux inclus dans la soumission.

Le Canada consignera les résultats de la validation de la visite des lieux. Si le Canada détermine que l'offrant ne répond pas aux exigences indiquées dans la Pièce jointe 1 de la Partie 4 de la demande d'offre à commandes, l'offre échouera à la validation et elle sera déclarée non recevable. L'offrant aura la possibilité de répondre et de fournir une preuve de la façon dont il répond aux critères indiqués comme non conformes.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

Aux fins de l'évaluation des offres et de la sélection du (des) offrant(s), le prix évalué d'une offre sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la Pièce jointe 1 de la Partie 3.

#### **4.2 Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas pour chaque emplacement sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W6399-18KA78/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W6399-18KA78

N° de la modif. - Amd. No.  
160zh  
File No. - N° du dossier  
160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID  
160zh  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

**PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4**

**Critères d'évaluation technique obligatoires**

L'offre doit répondre aux critères techniques obligatoires énoncés ci-dessous. L'offrant doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.  
Les offres qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non recevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être adressé séparément.

	Critère d'évaluation obligatoire	Instructions aux offrants
<b>CO.1</b>	<b>Emplacement</b> <b>Pour être conforme, l'offrant doit rencontrer le critère CO.1A or CO.1B.</b>	
<b>CO.1A</b>	<b>Emplacement 1 (voir l'Annexe A au paragraphe 2.1.1) :</b> L'installation de l'offrant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>être située à un total de moins de trois (3) heures de vol d'Ottawa, en Ontario, au Canada (selon les horaires de vol commercial publiés) et ne pas être situé à une distance en voiture de plus de 120,7 km (75 miles) de l'aéroport; et</li><li>être située dans le fuseau horaire de l'Heure avancée de l'Est.</li></ul>	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte lisible qui indique clairement l'emplacement du centre de formation par rapport à Ottawa, Ontario, Canada, <b>ET</b> b) une capture d'écran ou un document imprimé provenant d'une compagnie de réservation de vol qui démontre le temps de vol total entre YOW et l'aéroport utilisée pour l'emplacement 1; <b>ET</b> c) une carte lisible qui indique clairement le nombre de kilomètre ou de miles en voiture entre l'aéroport utilisée pour l'emplacement 1 et le centre de formation.

CO.1B	<p><b>Emplacement 2 (voir l'Annexe A, paragraphe 2.1.2) :</b></p> <p>L'installation de l'offrant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>être située à un total de moins de six (6) heures de vol d'Ottawa, en Ontario, au Canada (selon les horaires de vols commerciaux publiés) et ne pas être situé à une distance en voiture de plus de 120,7 km (75 miles) de l'aéroport; et</li> <li>être située soit au sein du fuseau horaire de l'Heure avancée de l'Est, soit au sein du fuseau horaire de l'Heure avancée du Centre.</li> </ul>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte lisible qui indique clairement l'emplacement du centre de formation par rapport à Ottawa, Ontario, Canada; <b>ET</b></p> <p>b) une capture d'écran ou un document imprimé provenant d'une compagnie de réservation de vol qui démontre le temps de vol total entre YOW et l'aéroport utilisée pour l'emplacement 2; <b>ET</b></p> <p>c) une carte lisible qui indique clairement le nombre de kilomètre ou de miles en voiture entre l'aéroport utilisée pour l'emplacement 2 et le centre de formation.</p>
CO.2	<p><b>Climat (voir l'Annexe A, paragraphe 2.2):</b></p> <p>L'installation de l'offrant doit être située dans une région où la température moyenne hivernale ne tombe pas sous les – 5 °C (23 °F) et où la température moyenne estivale ne monte pas au-dessus des 35 °C (95 °F), afin de garantir autant que possible les conditions adéquates pour la formation des conducteurs et des tireurs tactiques tout au long de l'année.</p>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant un document imprimé lisible provenant des services météorologiques gouvernementaux qui indique la température moyenne pour les 12 derniers mois consécutifs au moment de la présentation de l'offre.</p>
CO.3	<p><b>Entreposage (voir l'Annexe A, paragraphe 3.1.4)</b></p> <p>L'offrant doit être en mesure de fournir une (1) zone d'entreposage sécuritaire distinct qui respecte les règlements pertinents en matière d'entreposage de munitions et tous les critères énumérés sous 3.1.4.</p>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) des photographies détaillées ou un schéma qui démontrent clairement la zone d'entreposage sécuritaire; <b>ET</b></p> <p>b) une certification ou une déclaration qui confirme que les règlements en matière d'entreposage de munitions sont respectés.</p>



CO.4	<b>Champ de tir en milieu urbain (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.1)</b> L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir en milieu urbain qui rencontre les critères identifiés à 3.2.1.	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir en milieu urbain avec un minimum de deux (2) bâtiments à plusieurs étages (voir l'Annexe A, section 3.2.1 a)  <b>OU</b>  b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir en milieu urbain avec un minimum de deux (2) bâtiments à plusieurs étages (voir l'Annexe A, section 3.2.1 a).
CO.5	<b>Champ de tir d'ouverture de brèche (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.2)</b> L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir d'ouverture de brèche qui rencontre les critères identifiés à 3.2.2.	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir d'ouverture de brèche  <b>OU</b>  b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir d'ouverture de brèche.  En utilisant a) ou b), l'offrant doit clairement démontrer le rayon de sécurité d'au moins 200 pieds ou 60,96 mètres autour de chaque structure (voir l'Annexe A, section 3.2.2.d).
CO.6	<b>Champ de tir plat (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.3)</b> L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir plat qui rencontre les critères identifiés à 3.2.3.	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir plat  <b>OU</b>  b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir plat.  En utilisant a) ou b), l'offrant doit clairement démontrer un minimum de dix (10) couloirs de tir (voir l'Annexe A, section 3.2.3.b).

CO.7	<p><b>Champ de tir à distance connue de 800 verges (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.4)</b></p> <p>L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir à distance connue de 800 verges qui rencontre les critères identifiés à 3.2.4.</p>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à distance connue de 800 verges</p> <p><b>OU</b></p> <p>b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à distance connue de 800 verges.</p> <p>En utilisant a) ou b), l'offrant doit clairement démontrer un minimum de dix (10) couloirs de tir (voir l'Annexe A, section 3.2.4.a).</p>
CO.8	<p><b>Champ de tir à distance inconnue (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.5)</b></p> <p>L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir à distance inconnue qui rencontre les critères identifiés à 3.2.5.</p>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à distance inconnue</p> <p><b>OU</b></p> <p>b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à distance inconnue.</p> <p>En utilisant a) ou b), l'offrant doit clairement démontrer au moins un (1) bâtiment à deux étages avec des hauteurs de fenêtres variables (voir l'Annexe A, section 3.2.5.b).</p>
CO.9	<p><b>Champ de tir d'assauts mécanisés (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.6)</b></p> <p>L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir d'assauts mécanisés qui rencontre les critères identifiés à 3.2.6.</p>	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir d'assauts mécanisés</p> <p><b>OU</b></p> <p>b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir d'assauts mécanisés.</p>

CO.10	<b>Champ de tir à partir d'un véhicule (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.7)</b> L'installation de l'offrant doit inclure un champ de tir à partir d'un véhicule qui rencontre les critères identifiés à 3.2.7.	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à partir d'un véhicule</p> <p><b>OU</b></p> <p>b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir à partir d'un véhicule.</p> <p>En utilisant a) ou b), l'offrant doit clairement démontrer un minimum de quatre (4) structures à plusieurs étages de différentes hauteurs (voir l'Annexe A, section 3.2.7.d).</p>
CO.11	<b>Champ de tir de destruction (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.8)</b> L'installation de l'offrant doit inclure un champ de destruction qui rencontre les critères identifiés à 3.2.8.	<p>L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :</p> <p>a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir de destruction</p> <p><b>OU</b></p> <p>b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement le champ de tir de destruction.</p> <p>En utilisant a) ou b), l'offrant doit démontrer clairement le minimum de 1 000 pieds ou 304,8 mètres de circonférence (voir l'Annexe A, section 3.2.8.a).</p>

<div>N° de l'invitation - Solicitation No. W6399-18KA78/B</div> <div>N° de réf. du client - Client Ref. No. W6399-18KA78</div> <div>N° de la modif. - Amd. No. 160zh</div> <div>File No. - N° du dossier 160zh.W6399-18KA78</div> <div>Id de l'acheteur - Buyer ID 160zh</div> <div>N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS</div>			
CO.12	<b>Aire de formation en milieu urbain construit (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.9)</b>  L'installation de l'offrant doit inclure une aire de formation en milieu urbain construit qui rencontre les critères identifiés à 3.2.9.	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement l'aire de formation en milieu urbain construit  <b>OU</b>  b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement l'aire de formation en milieu urbain construit.	
CO.13	<b>Pistes de conduite (voir l'Annexe A, paragraphe 3.4)</b>  L'installation de l'offrant doit inclure des pistes de conduite qui rencontrent les critères identifiés à 3.4.	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) une carte avec des photographies détaillées qui identifient clairement la piste de conduite générale pavée en granulat mélangé (voir l'Annexe A, section 3.4.1)  <b>OR</b>  b) un schéma avec des photographies détaillées qui identifient clairement la piste de conduite générale pavée en granulat mélangé (voir l'Annexe A, section 3.4.1).	
Si l'offrant soumet une offre pour l'emplacement 1, l'offrant n'est pas tenu de se conformer au critère CO.14 Si l'offrant soumet une offre pour l'emplacement 2, l'offrant doit se conformer au critère CO.14			
CO.14	<b>Aire de formation en espace restreint (voir l'Annexe A, paragraphe 3.2.10):</b>  L'installation de l'offrant doit inclure une aire de formation en espace restreint avec les caractéristiques suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>Avoir une salle sous-terrain ventilée avec un tunnel d'une longueur minimum de 10 mètres (32.81 pieds) et un minimum de 1.3 mètres (4 pieds) de diamètre.</li></ul>	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) un pamphlet ou un dessin ou une carte, accompagné de photos détaillées, qui identifient clairement l'aire de formation en espace restreint  <b>OU</b>  b) un schéma avec des photos détaillées qui identifient clairement l'aire de formation en espace restreint.	

N° de l'invitation - Solicitation No. W6399-18KA78/B	N° de la modif. - Amd. No. 160zh	Id de l'acheteur - Buyer ID 160zh
N° de réf. du client - Client Ref. No. W6399-18KA78	File No. - N° du dossier 160zh.W6399-18KA78	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

<b>CO.15</b>	<p><b>Agent responsable de la sécurité des champs de tir (voir l'Annexe A, paragraphe 4.2)</b></p> <p>L'offrant doit fournir un agent responsable de la sécurité des champs de tir possédant l'expérience suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience opérationnelle d'opérations militaires ou policières;</li> <li>doit avoir fait la gestion de champs de tir tactique et de conduite pendant un minimum de deux (2) ans;</li> <li>doit être qualifié sur le lieu de travail pour garantir la qualification des procédures opératoires standard (POS) et doit être certifié sur le lieu de travail deux fois par année.</li> </ul>	<p>Pour démontrer l'expérience de la personne proposée comme agent responsable de la sécurité des champs de tir, l'offrant doit fournir :</p> <p>a) Le nom de l'organisation avec laquelle la personne proposée a acquis son expérience; <b>ET</b></p> <p>b) La date de début et de fin (mois/année à mois/année); <b>ET</b></p> <p>c) Les détails des tâches effectuées par la personne proposée comme agent responsable de la sécurité des champs de tir; <b>ET</b></p> <p>d) La preuve de certification par le lieu de travail (voir l'Annexe A, section 4.2.3).</p>
<b>CO. 16</b>	<p><b>Gestionnaire de programme (voir l'Annexe A, paragraphe 4.3)</b></p> <p>L'offrant doit fournir un gestionnaire de programme possédant l'expérience suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>doit avoir soutenu la formation de militaires ou de policiers pendant au moins trois (3) ans comme gestionnaire de programme.</li> </ul>	<p>Pour démontrer l'expérience de la personne proposée comme gestionnaire de programme, l'offrant doit fournir :</p> <p>a) Le nom de l'organisation avec laquelle la personne proposée a acquis son expérience; <b>ET</b></p> <p>b) La date de début et de fin (mois/année à mois/année); <b>ET</b></p> <p>c) Les détails des tâches effectuées par la personne proposée comme gestionnaire de programme.</p>

<b>CO. 17</b>	<b>Coordonnateur de la logistique (voir l'Annexe A, paragraphe 4.4)</b> L'offrant doit fournir un coordonnateur de la logistique possédant l'expérience suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• doit avoir soutenu la formation de militaires ou de policiers pendant au moins trois (3) ans comme coordonnateur de la logistique.</li></ul>	Pour démontrer l'expérience de la personne proposée comme coordonnateur de la logistique, l'offrant doit fournir :  a) Le nom de l'organisation avec laquelle la personne proposée a acquis son expérience; <b>ET</b> b) La date de début et de fin (mois/année à mois/année); <b>ET</b> c) Les détails des tâches effectuées par la personne proposée comme coordonnateur de la logistique.
<b>CO. 18</b>	<b>Interventions médicales et d'urgence (voir l'Annexe A, paragraphe 4.7)</b> L'installation de l'offrant doit être située à moins de 60 km (40 miles) de route d'un hôpital civil équipé convenablement pour traiter les types de blessures (p. ex. les blessures causées par des chutes, des brûlures, des explosions, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de ce type de formation. L'hôpital doit être au moins de niveau 2 (au sens défini par l'American Trauma Society et par Agrément Canada, soit la capacité d'effectuer sur-le-champ des chirurgies générales, la capacité d'effectuer des chirurgies spécialisées et la capacité de prodiguer des soins d'urgence, 24 heures sur 24).	L'offrant doit démontrer clairement qu'il est conforme en fournissant :  a) Le nom de l'hôpital civil; <b>ET</b> b) L'adresse complète de l'hôpital civil (adresse civile, municipalité/ville, province/état, pays et code postal/zip code). <b>ET</b> c) Une capture d'écran d'une application de cartographie GPS en ligne qui démontre clairement la distance en km ou en miles entre le centre de formation et l'hôpital civil; <b>ET</b> d) Une description détaillée qui démontre les capacités d'intervention de l'hôpital pour traiter les traumatismes.
<b>CO. 19</b>	<b>Distances (voir l'Annexe A, paragraphe 4.8.2)</b> L'installation de l'offrant (décrite à la section 3.0), doit être située dans un rayon de moins de 40,23 km (25 miles) du centre de l'installation.	L'offrant doit démontrer qu'il respecte ce critère en présentant une capture d'écran d'une application de cartographie GPS en ligne indiquant clairement la distance radiale entre le centre de l'installation et le lieu le plus éloigné indiqué sous le paragraphe 3.0 de l'Annexe A.

---

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent soumettre les Attestations et renseignements supplémentaires pour se voir attribuer une offre à commandes. Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5 en utilisant le formulaire PDF à la Pièce jointe 2 de la Partie 3.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
  - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).



## PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'Annexe A.

#### 7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

7.2.1.1 L'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une Cote de sécurité d'installation en vigueur au niveau **SECRET** délivrée par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

7.2.1.2 Les membres du personnel de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **CLASSIFIÉS** ou **PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une Attestation de sécurité du personnel en vigueur au niveau **SECRET** ou de **FIABILITÉ**, tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

7.2.1.3 L'offrant NE doit PAS emporter de renseignements **CLASSIFIÉS** ou **PROTÉGÉS** hors des établissements de travail visés ; et l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.

7.2.1.4 Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

7.2.1.5 L'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité* et de la Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C; et
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

#### 7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

### 7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

- i. Le numéro d'offre à commande;
- ii. Le nom de l'entrepreneur;
- iii. La période de rapport visée;
- iv. Le numéro de la commande subséquente de chaque commande, incluant les modifications;
- v. Le nom du ministère client;
- vi. Le nom du responsable de l'offre à commandes;
- vii. La date d'attribution de la commande subséquente;
- viii. La période de la commande subséquente;
- ix. Les articles obtenus / services fournis;
- x. La valeur de la commande subséquente, taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée incluses, si applicable.

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la fin de la période de référence.

### 7.3.3 Entente de non-divulgence

L'entrepreneur doit obtenir de son personnel ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, incluse à l'Annexe D, remplie et signée et l'envoyer au chargé de projet avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

## 7.4 Durée de l'offre à commandes

### 7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées à partir de la date d'émission de l'OC pour une période de trois (3) ans.

---

## 7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaire d'un an, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

## 7.5 Responsables

### 7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Claudine Paquin  
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Formation et services spécialisés  
Les Terrasses de la Chaudière, 5th Floor  
10 Wellington, Gatineau, QC, Canada, K1A 0S5

Téléphone : 613-858-9042

Courriel : claudine.paquin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 7.5.2 Autorité contractante

Le personnel du Ministère de la Défense nationale (MDN) – Direction des Acquisitions pour l'Armée de Terre (DOT 6) et du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada Quartier Général (COMFOSCAN QG) / J4 est l'autorité contractante responsable d'émettre les commandes subséquentes à l'offre à commandes pour les Utilisateurs identifiées.

### 7.5.3 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 7.5.4 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

*(à être identifié à l'émission d'une offre à commande).*

## 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Le personnel du Commandement des Forces d'opérations spéciales du Canada Quartier Général (COMFOSCAN QG) / J4 et de la Direction des Acquisitions pour l'Armée de Terre 6 (DOT 6).

## 7.8 Procédures pour les commandes

- a) Chaque commande subséquente donne lieu à un contrat distinct entre le Canada et l'offrant.
- b) L'offrant reconnaît qu'il ne peut facturer, dans le cadre de la présente OC ou de toute commande subséquente s'y rattachant, les frais engagés avant la réception d'une commande subséquente signée.
- c) L'offrant reconnaît et convient que les modalités énoncées dans les clauses du contrat subséquent qui font partie de la présente OC s'appliquent à toutes les commandes subséquentes passées dans le cadre de la présente OC.
- d) L'offrant consent à n'accepter que les commandes subséquentes distinctes qui sont passées par un utilisateur désigné aux termes de la présente OC sous la section 7.7; et
- e) Le processus de passation des commandes subséquentes sera le suivant.

### Étape 1 – Demande de commande subséquente

L'utilisateur désigné fournira les informations suivantes à l'offrant par courriel :

- 1) Les dates de formations proposées;
- 2) Le nombre d'instructeurs de DND et de participants; et
- 3) La liste des services et articles demandés, conformément à la Base de paiement à l'Annexe B.

### Étape 2 – Réponse de l'offrant à la demande

L'offrant doit, dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la demande de commande subséquente, confirmer par courriel sa disponibilité pour exécuter les travaux demandés.

Si l'offrant n'est pas disponibles durant les dates proposées, l'offrant doit proposer de nouvelles dates dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la date de la réception de la demande de commande subséquente durant lesquelles l'offrant serait disponible pour exécuter les travaux.

### Étape 3 – Émission d'une commande subséquente

Si une commande subséquente est émise suite à une demande de commande subséquente, l'utilisateur désigné émettra la commande en respectant les limites des commandes subséquentes et par l'entremise des instruments de commande.

---

## 7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir d'utilisateurs désignés à la section 7.7 dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; et
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

## 7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400 000 \$ CDN (taxes applicables incluses). Les commandes subséquentes dépassant cette valeur doivent être envoyées à l'autorité contractante de TPSGC pour approbation.

## 7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 2,500,000.00\$ USD, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou six (6) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- e) les conditions générales 2035 (2018-06-21); Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;
- h) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- j) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*à être identifié à l'émission d'une offre à commande*).

## 7.13 Foreign Nationals

A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OR

A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

*(à être identifié à l'émission d'une offre à commande)*

## 7.14 Attestations et renseignements supplémentaires

### 7.14.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

### 7.14.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

## 7.15 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

---

## 7.16 Conditions de détention d'une offre à commandes

- a) L'offrant devra continuellement répondre aux exigences relatives à son admissibilité à l'offre à commandes, et ce, pour la durée de l'offre à commandes. Toute attestation fournie par l'offrant doit être vraie à la date d'émission de l'offre à commandes et le demeurer pour la durée de l'offre à commandes. L'offrant devra immédiatement prévenir le responsable de l'offre à commandes de tout changement à son statut ou du fait qu'il ne répond plus à une exigence relative à son admissibilité à l'offre à commandes;
- b) L'offrant ou ses sous-traitants, selon le cas, ne peut publier ni rendre disponible des documents de vente et de promotion associés de quelque façon que ce soit à la présente offre à commandes sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du responsable de l'offre à commandes; et
- c) L'offrant doit obtenir et maintenir tout permis, licence et attestation d'autorisation requis par les lois et règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux applicables et nécessaires à la passation de toute commande subséquente, et acquitter tous les frais imposés par ces lois et ces règlements. Sur demande, l'offrant doit faire parvenir une copie de ces permis, licences ou attestations au responsable de l'offre à commandes.

## 7.17 Administration de l'offre à commandes

- a) TPSGC peut demander à l'offrant de confirmer son admissibilité en tout temps. Par exemple, le responsable de l'offre à commandes peut demander à l'offrant de fournir la preuve :
  - i. qu'il continue de posséder l'autorisation de sécurité nécessaire;
  - ii. qu'il continue de posséder les compétences techniques et l'expérience nécessaires pour assurer les services pour lesquels il s'est qualifié; et
  - iii. que la composition de la coentreprise demeure la même que celle qui est indiquée dans l'offre à commandes.
- b) Si l'offrant ne répond plus aux différentes exigences concernant son admissibilité ou si, dans les dix (10) jours suivant la demande du responsable de l'offre à commandes, il refuse ou est incapable de fournir une preuve acceptable démontrant qu'il répond toujours aux exigences, le Canada pourra, à son gré :
  - i. suspendre le droit d'utilisation de l'offre à commandes jusqu'à ce que l'offrant démontre, à la satisfaction du Canada, qu'il se conforme aux exigences pour lesquelles on a constaté qu'il présentait des lacunes. Au cours de cette période, aucune commande subséquente à l'offre à commandes ne sera effectuée; et
  - ii. annuler l'ensemble de l'offre à commandes pour la période restante.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

- a) L'article 17 des conditions générales 2035 (2018-06-21), Intérêt sur les comptes en souffrance, ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

### **7.3 Durée du contrat**

#### **7.3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'Offre à commandes.

### **7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### **7.5 Paiement**

#### **7.5.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du Contrat, l'entrepreneur sera payé le prix tout-inclus ferme tel que spécifié aux tableaux 1, 2, 4 et 5 de l'Annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Tel que spécifié aux tableaux 3 et 6 de l'Annexe B, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés pour le carburant diesel pour la génératrice et la recharge pour réservation propane, tel que décrit dans les section 3.1.3 (e) et (f) ainsi que dans l'exécution de l'Appendice 1 de l'Annexe A, déterminés conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 à la suite d'une vérification par le gouvernement, plus un tarif fixe de \_\_\_\_% ([à être identifié à l'émission d'une offre à commande](#)). Les résultats et les conclusions de la vérification effectuée par le gouvernement seront déterminants.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements n'aient été approuvés, par écrit, par le responsable de l'offre à commandes avant d'être intégrés aux travaux.



## 7.5.2 Méthode de paiement

Clause du Guide des CCUA, [H1000C](#) (2008-05-12), Paiement unique

## 7.5.3 Limitation des dépenses

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu de toute commande subséquente ne doit pas dépasser le prix total décrit dans la commande subséquente.

## 7.5.4 Clauses du Guide des CCUA

- a) C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes
- b) C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger
- c) A9117C (2007-11-30), T1204 - Demande directe du ministère client

## 7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

*(à être identifié à l'émission de l'offre à commande)*

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ; et
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) (plus de 25 M\$)

## 7.6 Instructions pour la facturation

- a) L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. L'entrepreneur ne devra soumettre ses factures qu'à la fin de tous les travaux indiqués dans ces factures;
- b) Chaque facture doit, s'il y a lieu, être appuyée par :
  - i) le numéro de l'offre à commande;
  - ii) le numéro de la commande subséquente;
  - iii) la date de la facture;
  - iv) le numéro de facture
  - v) le nom et l'adresse de l'entrepreneur;
  - vi) le numéro d'entreprise – approvisionnement de l'entrepreneur; et
  - vii) le numéro de référence / article, livrables et / ou quantité ou la description du travail conformément à l'Annexe B – Base de paiement.
- c) Les factures doivent être distribuées comme suit:
  - i) L'original doit être envoyé à l'utilisateur désigné identifié dans la commande subséquente pour attestation et paiement; et
  - ii) Une copie électronique de la facture doit être envoyée par courriel au responsable de l'offre à commandes identifié sous l'article intitulé « Responsables » à l'adresse courriel

---

suivante: [tpsgc.facturationzh-zhinvoicing.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.facturationzh-zhinvoicing.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca). Le numéro de l'offre à commandes et le nom du responsable de l'offre à commandes doivent être inscrit dans la ligne d'objet du courriel.

## 7.7 Assurance

Clause du *Guide des CCUA*, [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance

## 7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

- a) A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- b) A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
- c) A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

## 7.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

## ANNEXE "A"

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

#### 1.0 PORTÉE

##### 1.1 Objectif

Le Ministère de la Défense nationale (MDN) fait appel aux services d'un ou de plusieurs entrepreneurs pour fournir une (des) installation(s) de formation, ainsi que de l'instruction sur demande, pour la formation de tireur tactique et de conducteur. En raison du mandat opérationnel du MDN, deux (2) emplacements sont identifiés.

##### 1.2 Contexte

Le MDN a un besoin opérationnel de formation au tir et à la conduite à un niveau tactique avancé pour développer et maintenir ses compétences uniques. Les membres des Forces armées canadiennes (FAC) sont tenus de manipuler plusieurs plateformes d'armes différentes, d'utiliser divers types de véhicules et de s'entraîner au combat et aux exercices de protection selon les normes les plus élevées possible.

##### 1.3 Abréviations et acronymes

°C	Degré Celsius
FAC	Forces armées canadiennes
MDN	Ministère de la Défense nationale
°F	Degré Fahrenheit
kg	Kilogramme
km	Kilomètre
lb	Livre (unité impériale)
QNE	Quantité nette d'explosifs
TTP	Tactiques, techniques et procédures

#### 2.0 EXIGENCES

##### 2.1 Généralités

Afin de respecter leur mandat opérationnel, le MDN a besoin de flexibilité afin de pouvoir s'entraîner à deux (2) emplacements géographiques. Les entrepreneurs doivent fournir une installation qui répond au moins aux critères de l'un des emplacements ci-dessous :

###### 2.1.1 Emplacement 1 : L'installation de l'entrepreneur doit :

- Être à moins de trois (3) heures de vol d'Ottawa, Ontario, Canada (d'après les temps de vol des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 miles) en voiture de l'aéroport;
- Être située dans le fuseau horaire de l'heure avancée de l'Est.

Cette installation (1) doit être en mesure de rencontrer tous les besoins identifiés dans cet énoncé des travaux, à l'exception de l'aire de formation en espace restreint décrit au paragraphe 3.2.10.

**2.1.2 Emplacement 2 : L'installation de l'entrepreneur doit :**

- a. Être à moins de six (6) heures de vol d'Ottawa, Ontario, Canada (d'après les temps de vol des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 miles) en voiture de l'aéroport; et
- b. Être située soit dans le fuseau horaire de l'heure avancée de l'Est ou dans le fuseau horaire de l'heure avancée du Centre.

Cette installation (2) doit rencontrer tous les besoins identifiés dans cet énoncé des travaux.

**2.2 Climat**

L'installation doit être située dans une région où la température moyenne minimale en hiver n'est pas inférieure à - 5 °C (23 °F) et la température moyenne maximale en été n'est pas supérieure à 35 °C (95 °F) pour faciliter la formation tactique des conducteurs et des tireurs tout au long de l'année.

**2.3 Formation**

**2.3.1 Formation sur les armes.** Les instructions sur les armes suivantes seront dirigées par les instructeurs du MDN à l'installation de l'entrepreneur :

- a. Pistolet (divers types et modèles);
- b. Fusil à pompe (divers groupements et types de munitions);
- c. Carabine (divers types et modèles);
- d. Arme collective (divers types et modèle); et
- e. Trousse de formation de combinaison pistolet/carabine (divers types et modèles).

**2.3.2** Tel que décrit à la section 7.4, tout l'équipement, incluant les armes et les munitions, sera fourni par le MDN.

**2.3.3 Formation des conducteurs.** Les instructions de conduite tactique suivantes seront données à l'installation de l'entrepreneur, avec des instructeurs additionnels fournis par l'entrepreneur, sur demande :

- a. Conduite en situation d'urgence. Cette instruction comprend une leçon en classe et un exercice pratique (avec et sans véhicules dotés d'un système de freinage antiblocage). La formation comprendra, sans s'y limiter, les techniques de conduites suivantes :
  - (i) Manœuvre de redressement après une sortie de route;
  - (ii) Exercices de freinage en ligne droite;
  - (iii) Exercices de virage et de freinage;
  - (iv) Exercices de freinage et de virage;
  - (v) Faire du slalom;
  - (vi) Exercices de conduite avec évitement d'obstacles multiples;
  - (vii) Exercices de réponse instinctive (prendre par surprise); et
  - (viii) Contrôle du dérapage sur plateau de dérapage (mouillé et sec).
- b. Conduite en situation de congestion routière (milieu urbain). Cette formation doit comprendre des situations où les règles de circulation sont inconnues ou incertaines;
  - (i) Technique de conduite tactique à proximité et en mouvement constant.

- 
- c. Conduite au-delà des limites de vitesse habituelles. Cette formation doit comprendre des leçons en classe et des exercices pratiques comprenant, sans s'y limiter, les techniques suivantes :
- (i) Techniques de conduite à grande vitesse;
  - (ii) Considérations relatives à la distance visuelle minimale;
  - (iii) Intersections et panneaux d'arrêt;
  - (iv) Concepts de route entière;
  - (v) Concepts de voie réservée;
  - (vi) Techniques de négociation des virages;
  - (vii) Zones de freinage;
  - (viii) Préparation pour la négociation des virages;
  - (ix) Virage et freinage en début de virage;
  - (x) Préparation du véhicule en matière de direction et d'équilibre; et
  - (xi) Sortie de virage sous contrôle.
- d. Manœuvres d'évitement;
- e. Exercice de conduite à partir du siège avant droit si le conducteur perd ses moyens;
- f. Déjouer les menaces provenant d'un véhicule en mouvement;
- g. Foncer dans des barricades;
- h. Faire marche arrière;
- i. Demi-tour en Y – 180° à reculons;
- j. Conduite de nuit; en convoi ou de façon individuelle, guidée par des jumelles de vision nocturne pour englober les techniques en milieu urbain;
- k. Détection d'une attaque, y compris :
- (i) Attaques simulées d'un ou de plusieurs véhicules et manœuvre d'évitement; et
  - (ii) Scénarios d'attaques simulées d'un ou de plusieurs véhicules et manœuvre d'évitement.

La piste de conduite doit avoir une zone d'embuscade de tirs réels.

### 3.0 PRODUITS LIVRABLES

#### 3.1 Installation

**3.1.1 Salles de classe.** L'entrepreneur doit fournir un accès exclusif uniquement aux militaires des FAC pendant toute la période d'instruction, y compris au cours des périodes où la salle de classe n'est pas utilisée en raison d'une instruction pratique. Au moins trois (3) salles de classe pour les cours théoriques de conduite tactique et pour les séances d'instruction de tir doivent être fournies et répondre aux critères suivants :

- a. Chaque salle de classe doit être équipée de tableaux blancs interactifs ou standards;
- b. Chaque salle de classe doit être équipée de câbles pour permettre la projection électronique du matériel; et
- c. Chaque salle de classe doit pouvoir accueillir au moins vingt (20) élèves.

**3.1.2 Salle pour les tactiques d'autodéfense.** L'entrepreneur doit fournir :

- a. Une salle pour les tactiques d'autodéfense permettant d'entraîner jusqu'à dix (10) élèves simultanément; et
- b. Un minimum de dix (10) tapis de sol approuvés pour l'instruction des tactiques d'autodéfense dans les arts martiaux mixtes, le jiu-jitsu brésilien, le judo, etc.

**3.1.3 Aire de rassemblement de cuisine mobile.** Sur demande, l'entrepreneur doit fournir un emplacement convenable d'au moins 2 000 pieds carrés, ou 609,6 mètres carrés, pour permettre au MDN d'installer sa propre cuisine mobile ayant la capacité de nourrir jusqu'à 100 personnes.

L'entrepreneur doit fournir, sans toutefois s'y limiter, les services suivants dans une zone située près de la cuisine mobile pour appuyer l'aire de rassemblement de la cuisine mobile :

- a. Fosses septiques et vidange au besoin, à 15 mètres (49,21 pieds) de la cuisine, sur l'itinéraire d'entrée pour faciliter l'élimination;
- b. Toilettes portatives désinfectées et vidange, au besoin, situées à 30 mètres (98,43 pieds) de la cuisine et destinées pour le personnel du service alimentaire seulement;
- c. Conteneurs à déchets (y compris le ramassage tous les deux (2) jours), à 30 mètres (98,43 pieds) de la cuisine, sur l'itinéraire d'entrée pour faciliter l'élimination;
- d. Grande génératrice (50 kilovoltampères) (si une alimentation électrique suffisante n'est pas disponible), de 20 à 30 mètres (65,62 à 98,43 pieds) de la cuisine, dans la même zone que la remorque réfrigérée, pour un ravitaillement facile;
- e. Carburant diesel, ravitaillé quotidiennement avec la génératrice, avec un entreposage minimal de jerricans (à conserver au point de PP (produits pétroliers), à 15 mètres ou 49,21 pieds de la cuisine);
- f. Réservoirs et recharges de propane, à 15 mètres (49,21 pieds) de la cuisine, au point de PP;
- g. Approvisionnement en eau potable, à 5 mètres (ou 16,40 pieds) de la tente de lavage des casseroles, sur l'itinéraire d'entrée pour faciliter le remplissage; et
- h. Utilisation continue et exclusive d'une remorque réfrigérée autonome appropriée pour l'entreposage des aliments (53 pieds de long = 16,15 mètres) à 5 mètres (16,4 pieds) de la cuisine principale.

**3.1.4 Entreposage.** Sur demande, l'entrepreneur doit fournir trois (3) unités d'entreposage sécuritaires sur place pour la trousse et l'équipement. Toutes les zones d'entreposage doivent :

- a. Être sèches et étanches;
- b. Être verrouillables par le MDN et pouvoir contenir l'équipement personnel d'un maximum de 100 personnes;
- c. Être d'au moins 400 pieds carrés;
- d. Des trois (3) zones d'entreposage sécuritaire, l'une (1) de ces zones d'entreposage sécuritaire doit être une zone d'entreposage sécuritaire distinct qui respecte les règlements pertinents en matière d'entreposage de munitions.

**3.1.5 Hébergement.** L'entrepreneur doit fournir l'hébergement pour un maximum de 100 personnes, y compris :

- a. Salles de toilettes comprenant l'eau courante potable et la plomberie (douches, éviers, toilettes, etc.);
- b. Buanderies dans un bâtiment séparé du reste des installations;
- c. Lieux de repos climatisés dans un dortoir ou dans des conditions semi-privées;
- d. Lits séparés pour chaque personne;
- e. Zones séparées pour permettre de séparer les hommes des femmes; et
- f. Service de nettoyage et d'entretien fourni à tous les deux (2) jours à partir du premier jour où commence chaque formation.

**3.2 Aires de formation et champs de tir.** L'entrepreneur doit fournir l'usage exclusif au MDN, pour la durée de toute la formation, les champs de tir de courte et de longue distance pour le tir réel de différents types de calibres d'armes à feu. L'entrepreneur doit fournir des aires de formation

et champs de tir qui permettent en tout temps l'usage de tirs réels et d'explosifs sans restriction locale sur le bruit. Les types de champ de tir exigés sont les suivants :

**3.2.1 Champ de tir en milieu urbain.** Un (1) complexe de grande dimension qui permet d'accueillir jusqu'à 100 élèves. Le complexe doit comprendre les éléments suivants :

- a. Au moins deux (2) bâtiments à plusieurs étages;
- b. Être conçu pour permettre des simulations d'instruction sur les munitions (c.-à-d. Simunitions®) de jour comme de nuit;
- c. Permettre l'utilisation de pièces pyrotechniques;
- d. Fournir des acteurs de « force d'opposition »;
- e. Comprendre plusieurs configurations d'entrée de charge explosive;
- f. Accessibilité pour un minimum de quatre (4) véhicules pour les manœuvres tactiques du personnel;
- g. Au moins quatre (4) différents types d'escaliers, qui consistent en différents types d'escaliers, intérieur et extérieur, y compris des escaliers fermés (sans espace entre les volées) et ouverts (espace entre les volées), ainsi que des escaliers murés et non murés avec des rampes;
- i. Élévateurs ouverts et fermés; et
- j. Maison avec télévision en circuit fermé, aide audiovisuelle, plusieurs dispositions, zone de briefing.

**3.2.2 Champ de tir d'ouverture de brèche.** Ce champ de tir doit fournir les éléments suivants :

- a. Un champ de tir en plein air ou un bâtiment;
- b. Doit comprendre des portes intérieures et extérieures, des fenêtres (de différents types), et des murs de béton;
- c. Murs de briques et/ou de parpaings (y compris les murs renforcés de barres d'armature) pour la formation d'ouverture de brèche à l'aide de machinerie ou d'explosifs;
- d. Il doit y avoir un rayon de sécurité d'au moins 200 pieds ou 60,96 mètres autour de chaque structure;
- e. Soutenir jusqu'à 10 lb ou 4,53592 kg de charge explosive dans la zone de brèche lourde; et
- f. Avoir une salle de classe consacrée aux ouvertures de brèche pour la construction sécuritaire des charges par mauvais temps à proximité des champs de tir d'ouverture de brèche. Elle doit pouvoir contenir au moins douze (12) personnes.

**3.2.3 Champ de tir plat.** Ce champ de tir doit fournir les éléments suivants :

- a. Cibles situées de 15 à 300 pieds ou de 4,572 à 91,44 mètres en aval; et
- b. Avoir au moins dix (10) couloirs de tir.

**3.2.4 Champ de tir à distance connue de 800 verges.** Ce champ de tir doit fournir les éléments suivants :

- a. Avoir au moins dix (10) couloirs de tir permettant l'utilisation de différents types d'armes pouvant atteindre un calibre de 0,50; et

- b. Dispositions pour la formation à la démolition par pénétration, en particulier pour tirer à travers différents obstacles (c.-à-d. verre, bois, cloison sèche et béton).

**3.2.5 Champ de tir à distance inconnue.** Ce champ de tir doit répondre aux critères suivants :

- a. Fournir un champ de tir sans marquage (d'au moins 800 verges ou 731,52 mètres) comprenant au moins dix (10) couloirs de tir;
- b. Comprendre au moins un (1) bâtiment à deux étages (avec des hauteurs de fenêtre variables pour tirer); et
- c. Permettre l'utilisation de diverses armes à feu et de calibre pouvant atteindre 0,50.

**3.2.6 Champ de tir d'assauts mécanisés.** Ce champ de tir doit répondre aux critères suivants :

- a. Avoir une aire ouverte avec des chemins de terre et des obstacles (véhicules et/ou bâtiments de petites dimensions);
- b. Offrir un arc de tir de 180 degrés;
- c. Accommoder les véhicules et le personnel débarqué de façon simultanée; et
- d. Convenir à un maximum de quatre (4) véhicules avec quatre (4) élèves par véhicule et jusqu'à quatorze (14) élèves débarqués, pour un maximum de trente (30) tireurs en même temps.

**3.2.7 Champ de tir à partir d'un véhicule.** Ce champ de tir doit répondre aux critères suivants :

- a. Permet de tirer avec des Simunition® appartenant aux FAC et utilisés à partir du véhicule pendant la conduite;
- b. Accueillir jusqu'à quatre (4) véhicules;
- c. Inclure une zone bâtie pour les scénarios de contact; et
- d. Avoir au moins quatre (4) structures à plusieurs étages de différentes hauteurs, chacune ayant au moins deux (2) étages de secteur d'entraînement utilisable. Le champ de tir à partir d'un véhicule n'a pas besoin d'avoir de routes pavées.

**3.2.8 Champ de tir de destruction.** Ce champ de tir doit répondre aux critères suivants :

- a. Avoir au moins 1 000 pieds ou 304,8 mètres de circonférence;
- b. Disposer d'une zone ouverte, plate et exempte de débris pour placer des charges et d'effectuer l'instruction de base à l'instruction avancée en matière de destruction; et
- c. Avoir la capacité de soutenir une démolition explosive avec un QNE d'au moins de 20 lb ou 9,07 kg.

**3.2.9 Aire de formation en milieu urbain construit.** Ce secteur d'entraînement doit répondre aux critères suivants :

- a. Contenir une structure de combat dans les secteurs construits pour accueillir jusqu'à vingt-huit (28) personnes pour :
  - (i) le combat intérieur;
  - (ii) le combat rapproché; et



(iii) mettre en pratique et confirmer les techniques d'ouverture de brèche et de sécurisation du bâtiment.

- b. Contenir un (1) ou plusieurs bâtiments qui assurent la protection balistique pour la sécurité du personnel qui se trouve dans des pièces séparées;
- c. Fournir des éléments d'infrastructure tels que des portes, des murs et des fenêtres pour la formation d'ouvertures de brèche à être construites, réparés et/ou remplacés par l'entrepreneur, au besoin;
- d. Avoir une passerelle pour les instructeurs;
- e. Permettre l'utilisation de pyrotechnie et d'armes à feu conçues pour les maisons de tir de calibres allant jusqu'à 7,62 mm de munitions frangibles (désintégration);
- f. Contenir des systèmes de récupération de balles pour des engagements de calibre 0,50;
- g. Contenir une maison de combat rapprochée capable de recevoir des tirs de tireurs d'élite extérieurs de plus de 200 mètres ou 656,128 pieds; et
- h. Contenir un complexe extérieur pour ouvrir une brèche capable de soutenir 4 lb ou 1,814 kg de charge explosive.

**3.2.10 Aire de formation en espace restreint.** Ce site d'entraînement doit posséder :

- a. Une salle sous-terrain ventilée et un tunnel d'une longueur minimum de 10 mètres (32.81 pieds) et d'un minimum de 1.3 mètres (4 pieds) de diamètre.

**3.3 Ciblerie.** Les cibles du champ de tir doivent :

- a. Être en papier et en acier, avec et sans silhouette; et
- b. Soutenir les tirs réels des types d'armes suivants : calibre 50, calibre .338, 7,62 mm, 5,56 mm.

**3.4 Pistes de conduite.** L'entrepreneur doit fournir les différents types de pistes suivants :

**3.4.1** Piste de conduite générale pavée de granulat mélangé (tarmacadam, asphalte, béton, etc.);

**3.4.2** Piste double largeur pour permettre de rouler en ligne droite et dans les virages bombés (positifs et négatifs);

**3.4.3** Piste tactique pavée de granulats mélangés (tarmacadam, asphalte, béton, etc.), permettant à deux (2) véhicules de circuler et adaptée aux techniques décrites ci-dessus au paragraphe 2.3.3;

- a. Cette piste doit être en mesure d'incorporer des intersections à quatre (4) voies et des rues secondaires au besoin; et
- b. Cette piste doit avoir des parties modifiables pour permettre le tir réel à partir des véhicules.

**3.4.4** L'aire de conduite hors route doit fournir une boucle d'au moins 2,5 milles ou 4,02 km comprenant les caractéristiques suivantes :

- a. Pentes;
- b. Terrains aqueux (cours d'eau, ruisseaux pour le passage à gué);
- c. Zones boueuses;
- d. Terrain sableux;

- e. Terrain rocailleux;
- f. Gravier meuble; et
- g. Surface ondulée : pentes ascendantes, pentes descendantes, caniveaux (bas-côtés) et pentes (montées et descentes abruptes).

#### **4.0 SOUTIEN**

L'entrepreneur doit fournir le personnel de soutien suivant pour aider le MDN :

##### **4.1 Instructeurs**

Au besoin, l'entrepreneur doit fournir au moins un (1) à un maximum de dix (10) instructeurs afin de renforcer ou d'appuyer les instructeurs fournis par le MDN pendant la formation sur les armes ou des conducteurs. L'officier de liaison du MDN confirmera le nombre exact sur demande. Les instructeurs doivent posséder l'expérience suivante :

- 4.1.1** Doivent avoir au moins cinq (5) ans d'expérience opérationnelle d'opérations militaires ou policières;
- 4.1.2** Doivent avoir enseigné le tir tactique et la conduite pendant au moins deux (2) ans; et
- 4.1.3** Doivent être qualifiés sur le lieu de travail pour garantir la qualification des procédures opératoires standard (POS) et doivent être certifiés sur le lieu de travail deux fois par année.

##### **4.2 Agent responsable de la sécurité des champs de tir**

L'entrepreneur doit fournir une personne pour rencontrer quotidiennement l'officier de liaison du MDN afin de valider les exigences en matière de sécurité des champs de tir. Le MDN peut demander le soutien de l'agent responsable de la sécurité des champs de tir au besoin et sur demande. L'agent responsable de la sécurité des champs de tir doit posséder l'expérience suivante :

- 4.2.1** Doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience opérationnelle d'opérations militaires ou policières;
- 4.2.2** Doit avoir fait la gestion de champs de tir tactique et de conduite pendant au moins deux (2) ans; et
- 4.2.3** Doit être qualifié sur le lieu de travail pour garantir la qualification des procédures opératoires standard (POS) et doit être certifié sur le lieu de travail deux fois par année

##### **4.3 Gestionnaire de programme**

L'entrepreneur doit fournir une personne pour rencontrer quotidiennement l'officier de liaison du MDN afin de valider les exigences de coordination de la formation. Le gestionnaire de programme doit posséder l'expérience suivante :

- 4.3.1** Doit avoir appuyé la formation militaire ou policière pendant au moins trois (3) ans comme gestionnaire de programme.

---

#### 4.4 Coordonnateur de la logistique

L'entrepreneur doit fournir une personne pour rencontrer l'officier de liaison du MDN afin de discuter des problèmes d'hébergement ou d'installations. Le coordonnateur de la logistique doit posséder l'expérience suivante :

- 4.4.1** Doit avoir appuyé la formation militaire ou policière pendant au moins trois (3) ans comme coordonnateur de logistique.

#### 4.5 Acteurs

Au besoin, l'entrepreneur doit fournir au moins un (1) jusqu'à un maximum de six (6) acteurs pour compléter le déroulement de toute séance de formation. L'officier de liaison du MDN confirmera le nombre exact sur demande. Les acteurs seront sous le contrôle strict et explicite de l'agent responsable de la sécurité des champs de tir en tout temps sur le site. Les acteurs doivent posséder l'expérience suivante :

- 4.5.1** Doivent avoir appuyé la formation militaire ou policière pendant au moins trois (3) ans comme acteur.

#### 4.6 Soutien logistique

##### 4.6.1 Vivres

- a. Sur demande, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à quatre (4) repas par jour dans une salle à manger suffisamment grande pour accueillir 100 personnes (les repas sont définis comme le déjeuner, le dîner, le souper et une collation en fin de soirée);
- b. À l'occasion, le MDN peut apporter une cuisine mobile pour fournir une partie ou la totalité des repas pour la durée de la formation. Sur demande, l'entrepreneur doit fournir des provisions pour soutenir la cuisine mobile fournie par le MDN (voir l'Appendice 1); et
- c. Pour toute commande de nourriture faite à l'appui de la cuisine mobile, l'entrepreneur doit fournir les prix de ce service avant de commander.

- 4.6.2 Nettoyage du champ de tir.** L'entrepreneur sera responsable du nettoyage complet du champ de tir à la fin de chaque scénario, tel que demandé par l'officier de liaison du MDN.

- 4.6.3 Véhicules.** L'entrepreneur doit donner accès à différents types de véhicules dans le cadre de la formation des conducteurs :

- a. 15 véhicules d'instruction principaux (berline à 4 portes avec transmission automatique);
- b. 8 véhicules utilitaires sport (avec transmission automatique). Au moins quatre (4) de ces véhicules doivent avoir un centre de gravité élevé (comme un véhicule de type suburbain);
- c. 4 camionnette avec transmission manuelle (blindée ou non blindée), avec un centre de gravité élevé;
- d. 8 véhicules d'entraînement hors route (4 x 4, transmission manuelle);
- e. 5 véhicules cibles (véhicules non fonctionnels employés comme barricade ou obstacle et destinés à être tamponnés);
- f. 5 véhicules-béliers (à utiliser pour les ouvertures de brèche d'une barricade, transmission manuelle ou automatique) selon les besoins par élève);
- g. 5 véhicules consommables (divers modèles de véhicules sécuritaires sur le plan mécanique et destinés à être détruits pendant l'entraînement);

- h. 3 véhicules de modèles militaires tels que le véhicule militaire sur roues polyvalent à grande mobilité et petits véhicules militaires blindés; et
- i. 5 véhicules dont la carrosserie risque fortement d'être endommagée pendant la pratique des techniques de conduite, par exemple en défonçant des barricades ou lors d'attaques simulées et de manœuvres d'évitement à un ou plusieurs véhicules.

**4.7 Intervention en cas d'urgence médicale.** L'installation doit se trouver dans un rayon de 40 miles (60 km) en voiture d'un hôpital civil doté de capacités d'intervention en cas de traumatisme capables de traiter les types de blessures (p. ex., chutes, brûlures, blessures par explosion, etc.) qui peuvent être subies par ce type de formation. L'hôpital doit avoir une capacité minimale de niveau 2 (selon l'American Trauma Society et Agrément Canada, une couverture immédiate 24 heures sur 24 pour la chirurgie générale, une couverture pour la chirurgie spécialisée et les soins intensifs). Les services locaux de soins médicaux d'urgence doivent avoir accès aux installations pour une évacuation médicale rapide.

#### **4.8 Contraintes**

**4.8.1 Normes et sécurité.** L'entrepreneur doit être conforme aux normes de sécurité du MDN, aux ordres permanents des champs de tir, aux TTP (tactiques, techniques et procédures), etc. Au fur et à mesure que le MDN met à l'essai de nouvelles capacités, on s'attend à ce qu'une révision des normes soit modifiée de façon continue chaque fois que nécessaire.

**4.8.2 Distances.** L'installation de l'entrepreneur (tel que décrit sous la section 3.0) doit se trouver à l'intérieur d'un rayon de 25 miles ou 40,23 kilomètres du centre de l'installation.

**5.0 LANGUE.** Toute la formation et le matériel doivent être offerts en anglais.

#### **6.0 SÉCURITÉ**

**6.1 Hébergement.** L'hébergement doit être dépourvu de caméras intérieures ou d'équipement de surveillance, y compris les systèmes de sécurité audiovisuels, afin de respecter la sécurité des communications et la sécurité opérationnelle des tactiques, techniques et procédures du MDN, des activités militaires, etc. Le MDN doit être clairement avisé de tout autre endroit, comme les aires communes et les portes principales, où il y a des systèmes de sécurité.

**6.2 Aires de formation.** L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel du MDN a l'usage exclusif des aires de formation dans l'installation (c.-à-d. les champs de tir, pistes, maisons de tir, aires de formation, etc.) qu'il a réservés / commandés pour la durée de la formation, à la seule exception des renforts d'instructeurs fournis par l'entrepreneur.

**6.3 Enregistrements.** L'entrepreneur ne peut enregistrer ni conserver de photographies, de vidéos ou de renseignements permettant d'identifier le personnel du MDN au-delà de la tenue des formations individuelles. De tels enregistrements ne peuvent être faits qu'avec l'autorisation de l'officier de liaison (OL) du MDN et doivent être détruits ou remis à l'OL du MDN à la fin de la formation. Toute connaissance des instructions permanentes d'opérations, des tactiques, des techniques et des capacités du MDN ne peut être conservée qu'avec la permission explicite de l'OL du MDN et doit être gardée en lieu sûr en tout temps. Ces renseignements ne peuvent être partagés avec des agences et organismes autres que le MDN sans le consentement écrit explicite de l'OL du MDN.

**6.4 Non-divulgaration.** Tout le personnel de l'entrepreneur impliqué dans la prestation de services au MDN doit signer une entente de confidentialité, à compter de l'attribution de l'offre à commandes jusqu'à son expiration.

---

## **7.0 SOUTIEN LOGISTIQUE DU MDN**

### **7.1 Officier de liaison**

Le MDN fournira un officier de liaison pour soutenir l'entrepreneur pour la durée de la formation.

### **7.2 Instructeurs**

Le MDN fournira ses propres instructeurs pour la majeure partie de la formation qui se déroule dans l'installation de l'entrepreneur.

### **7.3 Intervention médicale d'urgence**

Le MDN peut se déployer sur le site de l'entrepreneur avec ses propres capacités médicales internes. Cela sera communiqué à l'entrepreneur avant chaque commande subséquente.

### **7.4 Équipement**

Les élèves du MDN apporteront leur propre équipement (y compris les armes et les munitions) lors de l'entraînement au champ de tir avancé et seront formés, qualifiés et à jour sur les systèmes d'armes de base.

### **7.5 Transport, vivres et hébergement**

Le MDN est responsable des déplacements à destination et en provenance de l'installation, ainsi que des vivres ou de l'hébergement à l'extérieur du site.

## **8.0 ANNULATION**

**8.1** Le MDN se réserve le droit d'annuler les formations quinze (15) jours civils ou plus avant la date de commencement indiquée sur la commande subséquente, sans frais. En cas d'annulation quatorze (14) jours ou moins avant la formation, les clauses de remboursement suivantes s'appliquent :

**8.1.1** Les annulations entre sept (7) et quatorze (14) jours avant le début de la formation seront remboursées à 50 % de la valeur de la commande subséquente;

**8.1.2** Les annulations de six (6) jours ou moins avant le début de la formation seront remboursées à 75 % de la valeur de la commande subséquente;

**8.1.3** Les annulations au début ou après le début de la formation seront remboursées à 100 % de la valeur de la commande subséquente.

## APPENDICE 1 DE L'ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### APPROVISIONNEMENT EN NOURRITURE

#### 1.0 EXIGENCE

L'entrepreneur doit fournir les articles d'épicerie sur demande à la cuisine mobile fournie par le MDN.

**1.1 Commande.** Le personnel de cuisine du MDN passera ses commandes au coordonnateur de la logistique de l'entrepreneur en utilisant la liste de prix actuelle que le fournisseur d'aliments de l'entrepreneur offre à son meilleur client.

**1.1.1 Accusé de réception des commandes.** L'entrepreneur doit accuser réception de chaque commande au plus tard 24 heures suivant la réception de la commande.

**1.1.2 Commandes en souffrance.** Aucune commande en souffrance ne sera acceptée à moins qu'il en ait été convenu autrement à l'avance avec le chargé de projet du MDN. Le fournisseur doit informer le chargé de projet du MDN dans un délai d'un (1) jour ouvrable suivant la réception d'une commande, de tout article en souffrance ne pouvant être livré.

**1.1.3 Ruptures de stock / Modifications de commandes.** Le MDN se réserve le droit de modifier une commande 24 heures avant le moment prévu de la livraison. Aucune substitution ne sera effectuée sans l'approbation écrite du chargé de projet du MDN.

#### 1.2 Contrôle de la qualité

**1.2.1** Tous les produits fournis doivent être conformes aux lois et règlements pertinents en vigueur aux niveaux fédéral, de l'État ou de la province, et local.

**1.2.2** Le fournisseur doit se servir d'une stratégie de gestion de la date de péremption afin de voir à ce que les aliments dont la date de péremption est échue ne soient pas livrés. Tous les aliments frais doivent être livrés en bonne condition et la date de péremption pour les aliments qui en ont une (c.-à-d. le lait, la viande) doit être d'au moins sept (7) jours après la date de livraison. Les produits réfrigérés doivent avoir une date de péremption de sept (7) jours après la date de livraison. Les marchandises sèches doivent avoir une date de péremption de trois (3) mois après la date de livraison. Les produits congelés doivent avoir une date de péremption de deux (2) mois après la date de livraison. Toutes les viandes doivent être adéquatement emballées et exemptes de cristaux de glace, d'excès de givre sur les emballages et de taches d'eau sur les caisses.

**1.2.3** Les produits congelés doivent être surgelés séparément et leur température interne à la livraison ne doit pas dépasser zéro (0) degré Fahrenheit (moins 18 degrés Celsius).

**1.2.4** La température interne des produits réfrigérés, à la livraison, ne doit pas dépasser 39 degrés Fahrenheit (quatre (4) degrés Celsius), mais ne pas être inférieure à 33 degrés Fahrenheit (1 degré Celsius). Veuillez noter que le personnel de cuisine du MDN surveillera les températures à l'aide d'un thermomètre laser.

**1.2.5** Les produits fournis doivent provenir du lot le plus récent et porter la date de production la plus récente disponible. La durée de vie ou la date de péremption doit être clairement indiquée à un emplacement bien visible. Toute condition affectant la durée de vie du produit doit être clairement précisée au moment de la commande.

---

**1.3 Inspection finale et acceptation / refus des produits**

- 1.3.1 Il incombe au chargé de projet du MDN d'inspecter et d'accepter les produits au lieu de livraison. Tous les produits fournis doivent être exempts de saleté, de signe de détérioration ou d'altération et de dommage causé par des rongeurs ou des insectes.
- 1.3.2 Tous les produits ne répondant pas aux normes de qualité seront retournés (ouverts ou non). Les frais de livraison relatifs au remplacement de ces articles seront assumés par l'entrepreneur.
- 1.3.3 L'entrepreneur s'engage à livrer les produits manquants et à remplacer les produits refusés dans un délai de 24 heures après avoir reçu l'avis informant qu'il y a des produits refusés ou manquants. Tous frais additionnels, y compris les frais de livraison, encourus pour le remplacement des produits manquants ou rejetés seront assumés par l'entrepreneur.
- 1.4 **Préparation pour la livraison.** Chaque conteneur doit être rempli de manière à ce que la face visible de toutes les boîtes ou des cartons indique clairement la catégorie, la taille, le poids net ou la quantité du produit ainsi que les directives d'entreposage ou les instructions particulières. Toutes les boîtes ou les cartons doivent comporter une étiquette indiquant clairement le nom et l'adresse du fournisseur d'aliments de l'entrepreneur. Le fournisseur d'aliments de l'entrepreneur doit remettre un ordre de livraison pour chaque livraison.

**2.0 PARAMÈTRES D'ENVOI**

- 2.1 Les livraisons doivent être faites du lundi au vendredi de 8 h à 14 h seulement.
- 2.2 Les livraisons normales doivent se faire dans les deux (2) jours ouvrables après la réception d'une commande subséquente passée par le chargé de projet du MDN.
- 2.3 Le MDN n'aura pas de frais supplémentaires si le fournisseur d'aliments de l'entrepreneur doit livrer un samedi ou un dimanche en raison de circonstances imprévues.
- 2.4 Au moment de la livraison, le fournisseur d'aliments de l'entrepreneur doit vérifier et consigner la température de l'espace de chargement du camion, et permettre aux réceptionnaires de vérifier la température des produits.
- 2.5 Le fournisseur d'aliments de l'entrepreneur doit garantir que la température de tous les produits a été surveillée et consignée continuellement, tous les jours, 24 heures par jour, avant et pendant le transport de la livraison.

**3.0 FACTURATION**

- 3.1 L'entrepreneur doit inclure une liste détaillée des aliments commandés et livrés lorsqu'il soumet une facture au MDN. La facture doit également indiquer son tarif fixe (%), tel qu'indiqué à l'Annexe B - Base de paiement. Les factures des aliments peuvent être soumises au cours de la séance de formation, mais pas plus d'une fois toutes les deux (2) semaines.

## ANNEXE "B"

### BASE DE PAIEMENT

*(à être identifié à l'émission d'une offre à commande)*

**Tableau 1 – Prix ferme par jour – Période initiale de l'offre à commandes (3 ans)**

Article	Section pertinente de l'EDT	Prix ferme par jour
Salle pour les tactiques d'autodéfense	3.1.2	
Aire de rassemblement de cuisine mobile	3.1.3	
Service de nettoyage et d'entretien	3.1.5	
Champ de tir en milieu urbain	3.2.1	
Champ de tir d'ouverture de brèche	3.2.2	
Champ de tir plat	3.2.3	
Champ de tir à distance connue de 800 verges	3.2.4	
Champ de tir à distance inconnue	3.2.5	
Champ de tir d'assauts mécanisés	3.2.6	
Champ de tir à partir d'un véhicule	3.2.7	
Champ de tir de destruction	3.2.8	
Aire de formation en milieu urbain construit	3.2.9	
Aire de formation en espace restreint	3.2.10	
Piste de conduite générale	3.4.1	
Piste double largeur	3.4.2	
Piste tactique	3.4.3	
Aire de conduite hors route	3.4.4	
Vivres (déjeuner)	4.6.1	
Vivres (dîner)	4.6.1	
Vivres (souper)	4.6.1	
Vivres (collation)	4.6.1	
Nettoyage du champ de tir	4.6.2	



**Tableau 2 – Prime ferme par unité par jour – Période initiale de l'offre à commandes (3 ans)**

Article	Section pertinente de l'EDT	Prix ferme par unité par jour
Salle de classe (chacune)	3.1.1	
Toilette portative	3.1.3	
Conteneur à déchets	3.1.3	
Génératrice	3.1.3	
Réservoir de propane	3.1.3	
Remorque réfrigérée	3.1.3	
Entreposage	3.1.4	
Hébergement (dortoir)	3.1.5	
Hébergement (chambre semi-privée)	3.1.5	
Ciblerie	3.3	
Instructeur	4.1	
Agent responsable de la sécurité des champs de tir	4.2	
Gestionnaire de programme	4.3	
Coordonnateur de la logistique	4.4	
Acteur	4.5	
Véhicule d'instruction principal	4.6.3 a)	
Véhicule utilitaire sport	4.6.3 b)	
Camionnette	4.6.3 c)	
Véhicule d'entraînement hors route	4.6.3 d)	
Véhicule cible	4.6.3 e)	
Véhicule bélier	4.6.3 f)	
Véhicule consommable	4.6.3 g)	
Véhicule de modèle militaire	4.6.3 h)	
Véhicule dont la carrosserie risque fortement d'être endommagée	4.6.3 i)	

**Tableau 3 – Coût remboursable à tarif fixe (%) – Période initiale de l'offre à commandes (3 ans)**

Article	Section pertinente de l'EDT	Tarif fixe (%)
Carburant diesel pour la génératrice	3.1.3	
Recharge pour réservoir de propane	3.1.3	
Approvisionnement en nourriture	Appendice 1	

**Tableau 4 – Prix ferme par jour – Périodes d'option**

Article	Section pertinente de l'EDT	Année d'option 1	Année d'option 2
		Prix ferme par jour	Prix ferme par jour
Salle pour les tactiques d'autodéfense	3.1.2		
Aire de rassemblement de cuisine mobile	3.1.3		
Service de nettoyage et d'entretien	3.1.5		
Champ de tir en milieu urbain	3.2.1		
Champ de tir d'ouverture de brèche	3.2.2		
Champ de tir plat	3.2.3		
Champ de tir à distance connue de 800 verges	3.2.4		
Champ de tir à distance inconnue	3.2.5		
Champ de tir d'assauts mécanisés	3.2.6		
Champ de tir à partir d'un véhicule	3.2.7		
Champ de tir de destruction	3.2.8		
Aire de formation en milieu urbain construit	3.2.9		
Aire de formation en espace restreint	3.2.10		
Piste de conduite générale	3.4.1		
Piste double largeur	3.4.2		

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W6399-18KA78/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W6399-18KA78

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID  
160zh  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Piste tactique	3.4.3		
Aire de conduite hors route	3.4.4		
Vivres (déjeuner)	4.6.1		
Vivres (dîner)	4.6.1		
Vivres (souper)	4.6.1		
Vivres (collation)	4.6.1		
Nettoyage du champ de tir	4.6.2		

**Tableau 5 – Prix ferme par unité par jour – Périodes d'option**

Article	Section pertinente de l'EDT	Année d'option 1	Année d'option 2
		Prix ferme par unité par jour	Prix ferme par unité par jour
Salle de classe (chacune)	3.1.1		
Toilette portative	3.1.3		
Conteneur à déchets	3.1.3		
Génératrice	3.1.3		
Réservoir de propane	3.1.3		
Remorque réfrigérée	3.1.3		
Entreposage	3.1.4		
Hébergement (dortoir)	3.1.5		
Hébergement (chambre semi-privée)	3.1.5		
Ciblerie	3.3		
Instructeur	4.1		
Agent responsable de la sécurité des champs de tir	4.2		
Gestionnaire de programme	4.3		
Coordonnateur de la logistique	4.4		
Acteur	4.5		
Véhicule d'instruction principal	4.6.3 a)		
Véhicule utilitaire sport	4.6.3 b)		

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
**W6399-18KA78/B**  
 N° de réf. du client - Client Ref. No.  
**W6399-18KA78**

N° de la modif - Amd. No.  
 File No. - N° du dossier  
**160zh.W6399-18KA78**

Id de l'acheteur - Buyer ID  
**160zh**  
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Camionnette	4.6.3 c)		
Véhicule d'entraînement hors route	4.6.3 d)		
Véhicule cible	4.6.3 e)		
Véhicule bélier	4.6.3 f)		
Véhicule consommable	4.6.3 g)		
Véhicule de modèle militaire	4.6.3 h)		
Véhicule dont la carrosserie risque fortement d'être endommagée	4.6.3 i)		

<b>Tableau 6 – Coût remboursable avec tarif fixe (%) – Période d'option</b>			
<b>Article</b>	<b>Section pertinente de l'EDT</b>	<b>Année d'option 1</b>	<b>Année d'option 2</b>
		<b>Tarif fixe (%)</b>	<b>Tarif fixe (%)</b>
Carburant diesel pour la génératrice	3.1.3		
Recharge pour réservoir de propane	3.1.3		
Approvisionnement en nourriture	Appendice 1		

N° de l'invitation - Solicitation No.

W6399-18KA78/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6399-18KA78

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

160zh.W6399-18KA78

Id de l'acheteur - Buyer ID

160zh

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE "C"**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6399-18-K478

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction CANSOFCOM	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Provision of facilities and instruction for tactical training.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED A <input type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B <input type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C <input type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET <input type="checkbox"/>	
		SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
		TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	
		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	





SM

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ    | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET  | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS      |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui
- If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

SM



SM

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions. Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRES SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL			COSMIC TRES SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL	
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

SM



---

## ANNEXE "D"

### ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de \_\_\_\_\_, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série W6399-18KA78. , entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et \_\_\_\_\_ , y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série : W6399-18KA78.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date